



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-troisième session

Rome, 22-23 avril 1998

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Questions financières
 - a) État des contributions à la Quatrième reconstitution des ressources du FIDA
 - b) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA en 1997
 - c) Rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts
 - d) États financiers vérifiés du FIDA pour 1997
 - e) Besoins de financement au titre du dix-neuvième tirage sur les contributions des Membres en 1998
 - f) Besoins de financement au titre du onzième tirage sur les ressources spéciales pour l'Afrique subsaharienne (RSS)
 - g) Rapport du Comité de vérification des comptes
 - h) Nomination de membres au Comité de vérification des comptes
4. Principes fondamentaux et stratégie du FIDA en matière de financement sous forme de dons
5. Jonction entre le redressement au sortir d'une crise et le développement à long terme: cadre directeur.
6. Rapport de situation sur l'exécution des projets
7. Projets soumis à l'examen du Conseil d'administration
 - a) Ressources disponibles pour engagement
 - b) **Afrique I**
Bénin: Projet de microfinancement et de commercialisation



- c) **Afrique II**
 - Malawi: Programme de mise en valeur des plaines alluviales en faveur des petits exploitants
 - d) **Asie et Pacifique**
 - i) Bangladesh: Projet de développement de l'aquaculture
 - ii) Kirghizistan: Projet de services d'appui à l'agriculture
 - iii) Philippines: Projet de promotion des initiatives communautaires dans l'ouest de Mindanao
 - e) **Amérique latine et Caraïbes**
 - Belize: Projet de développement agricole et de gestion des ressources à l'initiative des collectivités
 - f) **Proche-Orient et Afrique du Nord**
 - i) Gaza et Cisjordanie: Programme de gestion participative des ressources naturelles financé au titre du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie en faveur de l'Organisation de libération de la Palestine, pour le compte de l'Autorité palestinienne
 - ii) Syrie: Mise en valeur des parcours de steppe (Badia)
8. Dons d'assistance technique proposés
- a) Dons d'assistance technique pour la recherche agricole et la formation menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI
 - b) Dons d'assistance technique pour la recherche agricole et la formation menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI
 - c) Don d'assistance technique pour le Programme régional de formation au développement rural - Phase II mené par la Fondation pour la formation et la recherche appliquée à la réforme agraire (CIARA)
9. Activités prévues au titre des projets
10. Révision des Conditions générales applicables aux accords de prêt et aux accords de garantie: conditions générales applicables au financement du développement agricole
11. Évaluation
- a) Rapport intérimaire sur l'évaluation
 - b) Rapport du Comité de l'évaluation
12. Rapport d'étape sur le Programme de coopération élargie (PCE) FIDA/ONG



13. Autres questions

- a) Rapport sur les locaux du siège du FIDA
- b) Approbation des modalités de diffusion des documents présentés à la soixante-troisième session du Conseil d'administration
- c) Rapport d'activités sur la célébration du vingtième anniversaire du FIDA



ANNOTATIONS

1. Ouverture de la session

La soixante-troisième session du Conseil d'administration se tiendra les mercredi 22 et jeudi 23 avril 1998 au siège du FIDA (salle 201), Via del Serafico 107, EUR, Rome. La session sera ouverte le mercredi 22 avril 1998 à 10 heures.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour provisoire figure dans le présent document (EB 98/63/R.1/Rev.1).

3. Questions financières

a) État des contributions à la Quatrième reconstitution des ressources du FIDA

Le document EB 98/63/R.2 fait le point des contributions à la Quatrième reconstitution des ressources du FIDA.

b) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA en 1997

Le document EB 98/63/R.3 présente, pour l'information du Conseil, la situation au 31 décembre 1997 du portefeuille de placements du Fonds et les rendements obtenus en 1997.

c) Rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts

Le document EB 98/63/R.4 fait le point, au 31 décembre 1997, du remboursement du principal et du règlement des intérêts/commissions de services.

d) États financiers vérifiés du FIDA pour 1997

L'article XII du Règlement financier du FIDA prévoit que les états financiers vérifiés du Fonds sont soumis par le Conseil d'administration au Conseil des gouverneurs pour approbation à sa session annuelle. En conséquence, les états financiers du FIDA pour 1997 et le rapport y afférent du Commissaire aux comptes, visés par le Comité de vérification des comptes, sont présentés sous la cote EB 98/63/R.5 au Conseil d'administration pour examen et soumission au Conseil des gouverneurs à sa prochaine session. En application de l'article 6, section 11 de l'Accord portant création du FIDA, ces états seront inclus dans le rapport annuel de 1997.

e) Besoins de financement au titre du dix-neuvième tirage sur les contributions des Membres en 1998

Le document EB 98/63/R.6 précise le niveau proposé de tirage sur les contributions des Membres en 1998.



- f) Besoins de financement au titre du onzième tirage sur les ressources spéciales pour l'Afrique subsaharienne (RSS)

À sa quarante-sixième session, le Conseil d'administration a demandé que les futurs tirages sur les Ressources spéciales pour l'Afrique subsaharienne (RSS) lui soient soumis pour examen et approbation. Le Conseil est invité à approuver le tirage sur les Ressources spéciales pour l'Afrique subsaharienne (RSS) et à prendre connaissance des informations sur les besoins de tirage pour 1998 qui sont exposées dans le document EB 98/63/R.7.

- g) Rapport du Comité de vérification des comptes

Le document EB 98/63/R.8 qui sera distribué pendant la session présente le rapport de la dernière réunion du Comité de vérification des comptes. À sa soixante et unième session tenue en septembre 1997, le Conseil d'administration a décidé de modifier la composition du Comité de vérification des comptes, ce qui rend nécessaire d'en réviser le mandat et le règlement intérieur. Le texte révisé du mandat et du règlement intérieur examiné par le Comité de vérification des comptes à sa soixante-deuxième réunion tenue le 21 avril 1998 est soumis pour examen au Conseil d'administration dans le document EB 98/63/R.9 (qui sera distribué pendant la session).

- h) Nomination des membres du Comité de vérification des comptes

Conformément à la décision que le Conseil des gouverneurs avait prise à sa vingtième session en ce qui concerne l'élection de membres et de membres suppléants au Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs a approuvé à sa vingt et unième session l'échange de sièges entre États membres des sous-listes C1 et C2. En conséquence, il est nécessaire de réviser la composition du Comité pour désigner les remplaçants de la République populaire démocratique de Corée et de la République-Unie de Tanzanie, ainsi qu'il est exposé dans le document EB 98/63/R.10.

4. **Principes fondamentaux et stratégie du FIDA en matière de financement sous forme de dons**

Le document EB 98/63/R.11 présente au Conseil d'administration pour examen un aperçu du Programme de dons du FIDA.

5. **Jonction entre le redressement au sortir d'une crise et le développement à long terme: cadre directeur**

Le document EB 98/63/R.12 présente au Conseil d'administration pour examen des recommandations relatives aux modalités de la participation du FIDA et du rôle proactif qu'il pourrait jouer dans le développement suite aux opérations d'urgence. Ce document expose les raisons de cette participation, en délimitant le rôle spécifique du Fonds dans les situations d'après-crise, en corrélation et en coopération avec d'autres partenaires, notamment les bailleurs de fonds et les organisations non gouvernementales.



6. **Rapport de situation sur l'exécution des projets**

Comme il est d'usage une fois l'an, il est présenté au Conseil d'administration pour son information, sous la cote EB 98/63/R.13, un aperçu de l'état d'avancement de l'exécution des projets du FIDA. Ce compte rendu est complété d'un récapitulatif des projets clos au cours de l'année. Il est demandé aux membres du Conseil d'administration de suggérer les sujets particuliers qu'ils souhaiteraient voir traiter dans le rapport de l'année prochaine. Un résumé de l'état d'avancement de tous les projets en cours est présenté sous la cote EB 98/63/INF.2.

7. **Projets soumis à l'examen du Conseil d'administration**

a) **Ressources disponibles pour engagement**

Il est présenté au Conseil d'administration, dans le document EB 98/63/R.14, des indications sur le niveau des ressources engageables dont dispose le Fonds pour les projets et dons d'assistance technique proposés à l'approbation du Conseil au cours de la session.

b) **Afrique I**

Bénin: Projet de microfinancement et de commercialisation
(document EB 98/63/R.15)

Ce projet de six ans dû à l'initiative du FIDA, et que le Fonds se propose de superviser directement, tirera parti de l'expérience et des enseignements dégagés des deux précédentes interventions financées par le FIDA visant à appliquer des formules novatrices de financement rural, de commercialisation, d'appui aux activités rémunératrices des femmes. Il a pour principaux objectifs de: i) faciliter l'accès des ménages ruraux pauvres et des femmes à des services financiers adaptés à leurs besoins particuliers; ii) accroître le revenu et l'autonomie des femmes; iii) élargir les débouchés et lever les obstacles aux transactions commerciales; iv) promouvoir la création d'entreprises locales autogérées et autofinancées de services financiers et commerciaux. Le groupe cible du projet, qui vit dans trois départements du nord du pays (Borgou, Atacora et Zou nord) où la pauvreté sévit, sera constitué des ménages les plus démunis et de femmes rurales (environ 40 000) pratiquant des activités de production, de commercialisation et de transformation agricoles. Au total, la population qui tirera parti du projet est estimée à 300 000 personnes, dont les femmes seront les principales bénéficiaires. Le projet est particulièrement axé sur leurs besoins et elles deviendront les principales partenaires des services financiers et autres associations qui seront encouragés. Les coûts totaux du projet sont estimés à 15 millions de USD, dont 13 millions seront financés par un prêt du FIDA. Il est proposé que le prêt soit accordé à des conditions particulièrement favorables.



c) **Afrique II**

Malawi: Programme de mise en valeur des plaines alluviales en faveur des petits exploitants (document EB 98/63/R.17)

À la demande du Gouvernement du Malawi, le Gouvernement danois et le FIDA ont conjugué leurs efforts pour aider le pays à mettre au point un programme sectoriel d'irrigation en faveur des petits exploitants, qui s'inscrira dans le cadre d'un programme d'investissement pour le secteur agricole. La première étape consiste à créer un cadre directeur propice et à appuyer, dans ce contexte, un certain nombre de sous-programmes et d'activités. Ce programme de sept ans dû à l'initiative du FIDA vise principalement à: i) améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des familles de petits exploitants vulnérables dans les plaines alluviales qui pratiquent l'irrigation; (ii) mettre en place à l'intention de ces familles une infrastructure de base et des services sanitaires; iii) créer des compétences à deux niveaux, à savoir au niveau local des associations d'irrigants pour leur permettre de gérer leurs propres réseaux, et au niveau national pour appuyer une utilisation plus rationnelle et écologiquement viable de l'eau dans le secteur de l'irrigation. Le programme centrera ses activités sur trois districts (Karonga, Nkhosha et Machinga) qui ont été sélectionnés sur trois séries de critères: pauvreté; présence de différents types de terres humides et leur répartition; potentiel de développement. Tous les ménages participeront de leur plein gré. Les périmètres d'irrigation aménagés dans le cadre du programme seront transférés à terme aux agriculteurs qui conduiront et géreront par la suite toutes les interventions. Les femmes jouent un rôle central en tant que productrices, puisqu'elles se chargent d'environ 70% des travaux agricoles dans le sous-secteur de la petite agriculture et les ménages dirigés par une femme seront équitablement représentés dans le groupe cible. Les coûts totaux du programme sont estimés à 14 millions de USD, dont 11 millions seront financés par un prêt du FIDA. Un cofinancement de 1 million de USD sera apporté par le Irish Trust Fund (sous réserve de confirmation). Il est proposé que le prêt soit accordé à des conditions particulièrement favorables.

d) **Asie et Pacifique**

i) Bangladesh: Projet de développement de l'aquaculture (document EB 98/63/R.17)

S'inspirant de l'expérience acquise et des leçons dégagées dans le cadre de l'intervention financée par le FIDA en faveur des petits pêcheurs des bras morts, ce projet de sept ans dû à l'initiative du Fonds sera centré sur deux groupes de ruraux défavorisés: i) les paysans sans terre ou pratiquement sans terre et les femmes, catégorie qui englobe la majorité de la population pratiquant la pêche artisanale; ii) les petits agriculteurs et les paysans en situation précaire, qui sont nombreux à pratiquer la pisciculture. Le projet a globalement pour objectif d'améliorer le niveau et les conditions de vie des communautés de pêcheurs et des groupements féminins dans certains des districts les plus pauvres du pays, où 49% des ménages vivent au-dessous du seuil de pauvreté absolue. Il vise en particulier à: i) augmenter la production



de la pêche et de l'aquaculture et des revenus qui en découlent; ii) créer et renforcer des organisations communautaires pour assurer durablement au groupe cible l'accès aux plans d'eau et aux services techniques et sociaux; iii) améliorer la condition des femmes en les intégrant dans l'activité principale du projet, qui est l'aquaculture en étang, et en appuyant des activités génératrices de revenu; iv) mettre en valeur la base de ressources par le réaménagement de certains vastes plans d'eau et étangs; v) faciliter la desserte des communautés rurales par la réfection de routes, améliorant ainsi les possibilités de commercialisation pour les habitants des 450 villages du projet (environ 43 300 personnes en bénéficieront directement). Le projet avantagera quelque 24 220 ménages, dont 9 000 pêcheurs et pisciculteurs. Les coûts totaux du projet sont estimés à 23,8 millions de USD, dont 20,0 millions seront financés par un prêt du FIDA. Le Programme alimentaire mondial fournira un cofinancement de 1,2 million de USD sous forme de vivres-contre-travail pour les travaux de terrassement. Le gouvernement et les bénéficiaires apporteront environ 2,6 millions de USD. Il est recommandé que le prêt soit accordé à des conditions particulièrement favorables.

ii) Kirghizistan: Projet de services d'appui à l'agriculture
(document EB 98/63/R.18)

Le Projet de services d'appui à l'agriculture a pour objectif général de fournir des informations aux agriculteurs dont l'exploitation a été restructurée et aux agriculteurs du secteur privé et de leur donner accès aux intrants qui leur sont nécessaires pour réduire la pauvreté rurale. Dans ce contexte, la composante services de conseils agricoles financée par le FIDA sur cinq ans visera à atténuer la pauvreté rurale, améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des ménages en renforçant les services locaux de conseils agricoles et en favorisant le processus de privatisation. Il est prévu à cet effet de: i) promouvoir une approche participative du transfert de technologie; ii) former les agriculteurs à de meilleures techniques de production; iii) les aider à préparer leurs plans d'entreprise; iv) faciliter leur accès aux intrants, aux semences, aux engrais ainsi qu'aux marchés; v) les aider à s'organiser en groupes pour obtenir de meilleurs services et résoudre leurs problèmes communs; vi) créer un service unifié semi-autonome de conseils aux agriculteurs qui répondra à leurs besoins. Les services de conseils seront introduits progressivement dans l'ensemble du pays, en tirant les enseignements des différentes étapes de la mise en oeuvre. Ils seront également fusionnés avec les services de conseils aux éleveurs, récemment introduits dans le cadre du Projet de développement de l'élevage ovin financé par le FIDA. Les bénéficiaires du projet seront des exploitants ayant peu de ressources et des groupements d'agriculteurs. Le fait que le projet privilégie la participation villageoise et communautaire aura une incidence directe sur le fonctionnement des associations d'irrigants et des groupements de femmes et de jeunes. Une attention particulière sera accordée aux femmes et aux ménages dirigés par une femme, qui bénéficieront d'une formation et d'un meilleur accès à l'information agricole et commerciale. À plein régime, on prévoit que le projet touchera entre 67 000 et 100 000 ménages. Les coûts totaux du projet sont estimés à 29,0 millions de USD, dont 7,9 millions seront financés par un prêt du FIDA. La Banque mondiale apportera un cofinancement de 14,2 millions de USD, le Gouvernement suisse de 400 000



USD et les ONG de 800 000 USD. Un montant de 1,7 million de USD sera acheminé dans le cadre du projet FIDA de développement de l'élevage ovin en cours. Le solde sera fourni par le gouvernement et les bénéficiaires. Il est recommandé que le prêt soit accordé à des conditions particulièrement favorables.

- iii) Philippines: Projet de promotion des initiatives communautaires dans l'ouest de Mindanao (document EB 98/63/R.19)

Ce projet de six ans dû à l'initiative du FIDA a pour objectif global d'accroître les revenus des familles d'agriculteurs et de pêcheurs, et d'améliorer l'état nutritionnel dans les zones sélectionnées de l'ouest de Mindanao. Il s'attachera en particulier à: i) renforcer la cohésion des communautés pour leur permettre de cerner et d'exprimer leurs propres difficultés et de mobiliser les ressources nécessaires à leurs besoins prioritaires; ii) promouvoir une utilisation durable et plus productive des ressources naturelles locales; iii) accroître les revenus des ménages en stimulant la productivité des entreprises agricoles et extra-agricoles. L'ouest de Mindanao, qui est resté sous-développé en raison des troubles de ces 20 dernières années, est une des régions les plus défavorisées du pays. La base de ressources naturelles n'a guère été mise en valeur, la monoculture étant la règle dans la région; le poisson est de plus en plus rare et les revenus de la pêche ont considérablement baissé. Près d'un quart de million de personnes vivent dans la pauvreté, pour la plupart en milieu rural. Le groupe cible sera constitué d'environ 16 000 familles. Quelque 10 200 petits agriculteurs et pêcheurs seront les bénéficiaires directs du projet. On escompte que les femmes, dont la situation socio-économique dans la région est nettement plus défavorable que dans le reste du pays, rattraperont leur retard. Les coûts totaux du projet sont estimés à 17,0 millions de USD, dont 14,7 millions seront financés par un prêt du FIDA, auquel s'ajoutera un don de 750 000 USD pour la réinsertion des anciens combattants dans le secteur agricole. Il est recommandé que le prêt soit accordé à des conditions particulièrement favorables.

- e) **Amérique latine et Caraïbes**

Belize: Projet de développement agricole et de gestion des ressources à l'initiative des collectivités (document EB 98/63/R.20)

L'objectif global de ce projet de sept ans dû à l'initiative du FIDA est de mettre en valeur le potentiel de production de systèmes d'utilisation des terres équilibrés et durables, et d'assurer aux familles de petits exploitants pauvres des services d'appui accessibles. À cet effet, le projet favorisera la mise en valeur des ressources agricoles et naturelles en s'attachant à: i) renforcer la capacité des communautés et des organisations locales à planifier et gérer le développement, et faciliter l'élaboration de propositions d'activités à exécuter collectivement accompagnées des investissements nécessaires; ii) établir des filières de financement offrant des services viables d'épargne et de crédit; iii) institutionnaliser et renforcer un système local de prestations de services de développement rural répondant à la demande. La population cible se chiffrera au total à quelque 25 000 personnes, soit 3 900 familles réparties



dans toutes les communautés rurales de la région méridionale, y compris dans les districts de Toledo et Stann Creek qui enregistrent le plus fort pourcentage de ruraux pauvres du pays. Les coûts totaux du projet sont estimés à 6,5 millions de USD, dont 2,2 millions seront financés par un prêt du FIDA. La Banque de développement des Caraïbes apportera un cofinancement de 3,2 millions de USD. Il est recommandé que le prêt soit accordé à des conditions ordinaires.

f) **Proche-Orient et Afrique du Nord**

- i) Gaza et Cisjordanie: Programme de gestion participative des ressources naturelles financé au titre du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie en faveur de l'Organisation de libération de la Palestine, pour le compte de l'Autorité palestinienne (document EB 98/63/R.21)

Mettant à profit son expérience de l'aide au développement à Gaza et en Cisjordanie, et en réponse à la demande croissante d'appui pour la zone élargie de la Cisjordanie placée sous la juridiction de l'Autorité palestinienne, le FIDA a lancé, en collaboration avec l'Autorité palestinienne et son Ministère de l'agriculture récemment créé, une vaste stratégie de développement agricole. Ce programme de cinq ans dû à l'initiative du FIDA, et que le Fonds se propose de superviser directement, contribuera au processus de paix en appuyant le développement économique et constituera le premier grand programme d'investissement agricole mis en oeuvre par le Ministère de l'agriculture. Dans ce contexte, et eu égard au fait que dans les zones rurales le taux de chômage reste très élevé et que les ressources naturelles potentiellement productives sont sous-utilisées, le programme aura pour objectif d'accroître les revenus et le niveau de vie des petits paysans (disposant de moins d'un hectare de terre). La zone d'intervention englobera 146 villages et une population d'environ 350 000 personnes (soit 40 000 ménages). On s'attend à ce que 3 600 familles rurales de la zone du programme voient augmenter leur revenu et leurs possibilités d'emploi, notamment les femmes qui auront leur juste part des avantages prévus par l'amélioration des revenus et une plus grande sécurité économique des familles. Les femmes sont également appelées à jouer un rôle actif dans le processus décisionnel en participant aux comités du programme qui sont chargés d'en concevoir les activités et de les surveiller au niveau du village. Les coûts totaux du programme sont estimés à 24,9 millions de USD, dont 8,0 millions seront financés par un prêt du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie. Le Fonds arabe pour le développement économique et social fournira un cofinancement de 8,0 millions de USD; le solde sera apporté par les bénéficiaires et l'Autorité palestinienne. Il est recommandé que le prêt soit accordé à des conditions particulièrement favorables.

- ii) Syrie: Mise en valeur des parcours de steppe (Badia) (document EB 98/63/R.23)

Dans le passé la steppe (Badia) assurait dans une large mesure les moyens d'existence des bédouins. Cependant, divers facteurs, dont une utilisation excessive et un récent décret interdisant toute culture d'orge dans les zones à faible pluviométrie, ont entraîné une dégradation continue de ces



terres. Cette situation a considérablement réduit la capacité de la zone à nourrir les troupeaux d'ovins et de ce fait appauvrit les bédouins. Ce projet de huit ans, dû à l'initiative du FIDA, a pour principal objectif de rétablir la capacité productive des pâturages de steppe, afin de permettre aux bédouins d'en tirer à nouveau chaque année une part importante des produits d'affouragement nécessaires à leurs troupeaux. Le projet sera exécuté en deux phases: i) une phase préparatoire de trois ans qui permettra de jeter les bases de l'approche participative, de définir les besoins des bédouins, d'effectuer les études techniques et socio-économiques nécessaires et d'en évaluer les résultats; et ii) une phase de cinq ans destinée à mettre en oeuvre à grande échelle les activités d'investissement. Environ 25 à 30% des habitants de la steppe vivent au-dessous du seuil de pauvreté; quelque 73% ont un accès limité à l'eau et ne bénéficient pas de services de santé satisfaisants en raison de l'éloignement des centres sanitaires. Les familles se caractérisent par un taux élevé d'analphabétisme et un grand nombre d'enfants. Le projet bénéficiera directement à environ 16 820 propriétaires de troupeaux qui vivent principalement de l'élevage ovin. Les activités du projet devraient réduire la dégradation des pâturages, permettre de sauvegarder les ressources naturelles et améliorer les conditions de vie de la communauté bédouine. On s'attachera également à améliorer la situation socio-économique des femmes, dont le rôle a été jusqu'à présent peu dynamique. Les coûts totaux du projet sont estimés à 105 millions de USD, dont 20,2 millions seront financés par un prêt du FIDA. Le Fonds arabe pour le développement économique et social apportera un cofinancement de 61,1 millions de USD. Le gouvernement contribuera à hauteur de 20,3 millions de USD, la Banque coopérative agricole 1,8 million de USD et les bénéficiaires 1,5 million. Il est recommandé que le prêt soit accordé à des conditions intermédiaires.

8. Dons d'assistance technique proposés

- a) Dons d'assistance technique pour la recherche agricole et la formation menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI (document EB 98/63/R.24)

Il est proposé d'appuyer par des dons du FIDA deux programmes de recherche agricole qui seront exécutés par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI, comme suit: i) un don de 1,0 million de USD accordé à l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI) pour mettre au point une approche intégrée de l'évaluation des techniques de lutte contre la trypanosomiase et de leur impact sur la production agricole, les conditions de vie de l'homme et les ressources naturelles dans les zones d'Afrique où sévit la mouche tsé-tsé; et ii) un don de 250 000 USD destiné aux recherches de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) sur le potentiel de croissance du secteur extra-agricole, en particulier dans le domaine du salariat et de l'emploi indépendant, dans le contexte des mutations économiques que connaît la région Asie et Pacifique, afin de définir diverses options d'investissement, à la lumière des expériences menées dans la région en matière de stratégies de lutte contre la pauvreté qui s'adressent aux groupes les plus pauvres en milieu rural.



- b) Dons d'assistance technique pour la recherche agricole et la formation menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI (document EB 98/63/R.25)

Un appui sous forme de don est proposé pour répondre aux besoins de deux programmes de recherche, de formation et d'assistance technique qui seront exécutés par des centres ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, à savoir: i) un don de 750 000 USD pour la mise en place, par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) en partenariat avec NEXUS Research, d'un réseau reliant par Internet les projets financés par le FIDA, le siège du Fonds, les institutions coopérantes, les organismes de recherche et d'autres partenaires de la région Asie et Pacifique, en adoptant une méthode de communication participative, afin de tirer parti des savoirs locaux, de favoriser la création de réseaux de spécialistes pour améliorer la viabilité et renforcer l'efficacité de la gestion et de l'exécution des projets du FIDA; et ii) un don de 320 000 USD au Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CDRIAP) en partenariat avec la Coalition des ONG asiatiques pour la réforme agraire et le développement rural (ANGOC), pour promouvoir et mieux faire connaître les méthodes et outils participatifs dans la région Asie et Pacifique ainsi qu'au FIDA, dans le cadre d'un programme qui vise à assurer une participation plus large des bénéficiaires et des partenaires du FIDA dans le cycle de ses projets, en tirant parti des meilleures pratiques des organisations de la société civile de la région.

- c) Don d'assistance technique pour le Programme régional de formation au développement rural - Phase II mené par la Fondation pour la formation et la recherche appliquée à la réforme agraire (CIARA) (document EB 98/63/R.26)

Cette phase vise à consolider les résultats positifs de la première phase du programme. Un don d'environ 1,0 million de USD renforcera la capacité institutionnelle de la CIARA en tant que chef de file du réseau d'organismes de formation et facilitera la mise en place de mécanismes propres à assurer la viabilité financière de ce réseau. Outre les pays participant à la première phase (Brésil, Colombie, Cuba, Équateur et République dominicaine), la seconde phase, centrée exclusivement sur les besoins de formation des projets du FIDA, s'adressera à Haïti, et aux pays lusophones et hispanophones d'Afrique.

9. **Activités prévues au titre des projets**

Le document EB 98/63/R.27, qui fournit des renseignements sur les activités prévues au titre des projets de la réserve, est présenté au Conseil d'administration pour information.

10. **Révision des Conditions générales applicables aux accords de prêt et aux accords de garantie: conditions générales applicables au financement du développement agricole**

Le document EB 98/63/R.29 soumis au Conseil d'administration pour examen et approbation contient une nouvelle version des Conditions générales. Le texte ayant été considérablement remanié, il n'a pas été possible de mettre en évidence les ajouts et les suppressions. C'est pourquoi les principales modifications de forme et de fond sont exposées dans le document.



11. **Évaluation**

a) Rapport intérimaire sur l'évaluation

Les activités d'évaluation conduites par le FIDA en 1997 sont récapitulées dans le document EB 98/63/R.30 qui contient aussi un exposé des activités proposées pour 1998.

b) Rapport du Comité de l'évaluation

Le rapport du Comité de l'évaluation est présenté au Conseil d'administration pour examen sous la cote EB 98/63/R.31.

12. **Rapport d'étape sur le Programme de coopération élargie (PCE) FIDA/ONG**

Le document EB 98/63/R.32 récapitule les dons octroyés en 1997 au titre du Programme de coopération élargie FIDA/ONG à l'appui des activités d'ONG.

13. **Autres questions**

a) Rapport sur les locaux du siège du FIDA

Un compte rendu sera présenté oralement au Conseil d'administration sur l'état de la question.

b) Approbation des modalités de diffusion des documents présentés à la soixante-troisième session du Conseil d'administration

S'agissant de la politique du FIDA en matière de diffusion des documents, le Conseil des gouverneurs, à sa vingt et unième session, a approuvé une phase transitoire de 18 mois au cours de laquelle les documents des organes directeurs seront accessibles sur Internet. Il a autorisé le Conseil d'administration, au terme de cette phase transitoire, à arrêter la politique qui sera finalement adoptée à la lumière des meilleures procédures d'application. En vertu de cette décision, il appartient à chacun des organes directeurs de prendre les dispositions voulues pour la diffusion des documents relatifs à toute session le concernant. En conséquence, il sera demandé au Conseil d'administration d'approuver que tous les documents soumis à sa soixante-troisième session soient diffusés et placés sur Internet.

c) Rapport d'activités sur la célébration du vingtième anniversaire du FIDA

Le document EB 98/63/R.33, qui sera distribué au cours de la session, fait le point des activités liées à la célébration du vingtième anniversaire du FIDA depuis la vingt et unième session du Conseil des gouverneurs de février 1998.